

**SAMEDI 17 JANVIER 2014**

- = Un autre clou dans le cercueil de l'extraction du pétrole arctique au Groenland p.1
- = QUAND UNE BANQUE CENTRALE CÈDE... p.3
- = France : nouvelle de l'énergie... p.4
- = La nouvelle crise du dollar, un paradoxe ! p.5
- = L'Irlande a été forcée d'accepter son plan de sauvetage p.13
- = Quelques nouvelles du Franc Suisse et de Gazprom p.15
- = Etats-Unis : L'activité manufacturière a plus ralenti que prévu en décembre p.19
- = Parler d'argent aux enfants p.20
- = Deux banques grecques se préparent à puiser dans le fonds d'urgence p.22
- = Europe plunged into energy crisis as Russia cuts off gas supply via Ukraine p.27
- = Fermeture de tous les magasins Sony du Canada p.30
- = Krach de la Bourse suisse : clôture à -8,67% après un passage à -13% en séance p.30
- = Les banques se préparent à une période de faiblesse du cours du pétrole p.34
- = Comment d'une décision de la BNS est né le chaos sur les marchés financiers p.36
- = La folle journée suisse p.38



## Un autre clou dans le cercueil de l'extraction du pétrole arctique au Groenland

16 janvier, 2015

Posté par Benji , Les Moutons enragés



Au Groenland, ceci est devenu évident avec l'absence totale de forages exploratoires depuis 2011 et la diminution considérable des tests sismiques. Les pétrolières ferment leurs bureaux et plient bagage. Quand le processus d'adjudication de licences d'exploration dans les eaux glacées du nord-est du Groenland a pris fin, le gouvernement était visiblement déçu, car de vastes zones n'avaient pas trouvé preneur.

Avec la dégringolade des cours du pétrole, les sanctions imposées à la Russie et les changements climatiques, les baguettes des sourciers du pétrole arctique commencent à se casser. Non, ils n'ont pas la vie

facile ces derniers jours. Si on ajoute à ces facteurs la résistance grandissante des citoyens autour de la planète et les multiples échecs des pétrolières (à l'heure de prouver qu'ils peuvent forer au sommet du monde de manière sécuritaire), alors le futur apparaît plus que sombre pour l'exploitation du controversé pétrole arctique.

Aujourd'hui, on annonce la plus grande défaite jamais encaissée par les promoteurs du pétrole arctique groenlandais. Trois compagnies – la française GDF Suez, la norvégienne Statoil et la danoise DONG – ont laissé tomber leurs licences d'exploration dans l'ouest du Groenland. Et elles l'ont fait malgré les efforts du gouvernement groenlandais qui leur a offert de prolonger les licences originales gratuitement et sans aucune obligation.

Cette succession de défaites dans l'imprudente mésaventure pétrolière du Groenland devrait être source de réflexion et non pas de désespoir. Le pétrole arctique ne doit point être perçu comme étant la voie du développement, ni des états de l'Arctique, ni de leurs peuples, mais plutôt comme un danger majeur pour le climat, ainsi que pour la nature et les océans dont dépendent pour leur survie les populations du Nord.

Tout comme on l'a vu lors de forages de Shell au nord de l'Alaska, ce n'est qu'une question de temps avant que l'exploration et l'exploitation pétrolières en Arctique n'apportent leur lot de destruction irréversible. Et pourtant, ceci n'est pas un plaidoyer pour l'inaction en Arctique : les peuples qui y habitent ont droit au développement économique.

Ceci est un appel pour que nous considérions les problèmes auxquels font face les pétrolières en Arctique comme une occasion d'évaluer sérieusement quels modèles de développement représentent une menace trop grande pour la région, et quels autres peuvent servir à bâtir un avenir durable et pour les gens, et pour la nature.

Source: [Greenpeace.org](http://Greenpeace.org) via [Democratie-reelle-nimes.over-blog.com](http://Democratie-reelle-nimes.over-blog.com)

## QUAND UNE BANQUE CENTRALE CÈDE...

16 janvier 2015 par François Leclerc

« La maman et la putain », le nom du film culte de Jean Eustache, conviendrait au mieux au comportement de financiers recherchant à la fois la sécurité et le rendement. Sur la corde raide, ceux-ci trouvent refuge là où ils le peuvent – le marché de l'or et obligataire, les facilités de dépôts des banques centrales ou les monnaies fortes du Forex (le marché monétaire) – tout en manifestent parallèlement un grand *appétit au risque* dans d'autres compartiments de l'activité financière, les plus sophistiqués de préférence.

Le franc suisse vient d'en faire les frais. Après s'y être épuisée, la Banque nationale suisse (BNS) a jeté l'éponge sans crier gare et abandonné un taux plancher fixé il y a trois ans, car il devenait impossible à faire respecter. C'était cela ou continuer à amasser à son bilan des masses d'euros à la valeur allant s'effriter en raison des mesures à venir de la BCE. La hausse du franc suisse était bridée, et elle a immédiatement explosé.

Les emprunteurs européens en franc suisse vont subir les conséquences de son appréciation par rapport aux autres monnaies, la bourse de Zürich a accusé le coup, un ralentissement économique va s'ensuivre dans le pays, ainsi qu'un choc déflationniste. À son tour, et bien que n'étant membre ni de l'Union européenne ni de la zone euro, la Suisse entre dans la crise. Au niveau européen, les achats d'obligations libellées en euros vont subir le contre-coup de l'arrêt des achats de la BNS, la décision de la BCE de s'y engager arrivant à point nommé, les achats de la Banque du Japon se poursuivant.

En première ligne, les maisons de courtage londoniennes et new-yorkaises subissent de plein fouet le renchérissement inopiné et brutal du franc suisse. Plusieurs d'entre elles ont déjà déclaré ne plus pouvoir respecter leurs ratios financiers, ou sont même en cessation de paiement, sans que l'on puisse évaluer les effets systémiques de leurs difficultés plus ou moins prononcées. Le marché des produits dérivés, notamment des swaps de change, pourrait aussi réserver de mauvaises surprises : qui va payer les pots cassés, les instruments de couverture n'empêchant pas qu'une addition soit présentée ? Ce monde financier marche sur la tête et non pas sur l'eau, qu'il veuille se

protéger ou se lancer dans de nouvelles aventures. La recherche d'un refuge restant une puissante motivation, les investisseurs se sont tournés vers le marché obligataire, le taux des titres à dix ans de la dette suisse passant immédiatement en territoire négatif, ce qui les conduit à payer pour prêter de l'argent. Accusés par ceux qui incriminent leurs manipulations du marché – seul garant du bon fonctionnement du système – les banques centrales restent les dernières lignes de défense, sauf quand elles cèdent. C'est ce qui vient d'arriver.

Enhardis par la déclaration de l'avocat général de la Cour de justice européenne, d'autres y voient l'assentiment que la BCE peut en quelque sorte se substituer à un Trésor public européen qui n'existe pas. Mais aucun barrage ne peut endiguer les soubresauts du marché monétaire en raison de sa dimension et des rapports de force qui s'y exercent. Cela durera tant qu'il ne sera pas décidé une réforme du système monétaire actant la fin de la prééminence du dollar, ce qui n'en prend pas le chemin. Avec la stratégie de désendettement, la réforme du système monétaire est un des deux grands tabous dont le risque est qu'ils finissent par se fracasser en tombant.

## **France : nouvelle de l'énergie...**

**Patrick Reymond 17 janvier 2015**

En France, une évolution a lieu. D'abord dans le domaine pétrolier, la consommation baisse, tendance lourde et durable..

Le "switch" pour les autres activités s'accélère, se confirme et s'amplifie, d'autant plus que le facile a été fait et que le difficile est en cours.

2004 a été un maximum, depuis le pic de 1973, à 87.1, on était en 2012 à 75.5 et même le transport semble touché.

L'utilisation du fioul domestique diminue à très grande allure, et devrait bientôt avoir disparu, soit par disparition naturelle, soit par interdiction pure et simple.

Avec le contre-choc pétrolier qui commence en 1985, on a simplement perdu 30 années.

Ensuite, une non nouvelle dans le nucléaire, on veut construire d'autres centrales. 35 au total, pour remplacer les 58 existantes.

Mais cela apparaît désormais comme un combat dépassé et d'arrière garde. Si

on a raison, pourquoi se limiter à si peu ? Surtout avec Atsrid, qui brûlerait tout les déchets, assurant des milliers d'années d'approvisionnement. Décidément, en matière d'énergie, c'est n'importe quoi, et les vieilles barbes d'énergies éternelles et bon marché, reviennent périodiquement.

Un gouvernement qui n'est qu'une antichambre pot de chambre d'un lobby nucléaire.

Il reste que dans le contexte actuel de dépression monétaire, construire 35 réacteurs, c'est de la folie furieuse et de l'entêtement, sans plus.

Si l'on persiste dans la même politique, c'est simplement impossible.

## **La nouvelle crise du dollar, un paradoxe !**

REPRISE/ Les Clefs pour Comprendre du Vendredi 16 Janvier 2015 : Par Bruno Bertez

### **AVANT PROPOS**

Pendant les opérations de Quantitative Easing, la Fed a augmenté la liquidité en Dollars dans le monde. Ces dollars sont partis à la recherche du rendement le plus élevé possible, ils sont en grande partie sortis des USA et sont venus enfler les marchés internationaux. Ils ont permis un gonflement sans précédent des émissions de dettes en dollars. Depuis 2008 les Souverains et les Corporate ont émis pour plus de 6 trillions de dettes en dollars. Beaucoup de dettes ont été émises, avec une qualité de plus en plus douteuse et des spreads étroits.

Les émetteurs de cette dette sont dans la position de devoir, d'être emprunteurs en dollars et d'avoir besoin d'en racheter afin de servir les coupons et les échéances de remboursement. Ils sont en quelque sorte vendeurs de dollars à découvert face à des recettes le plus souvent domestiques en monnaie faible.

Avec la fin des Quantitative Easing, une plus grande rareté du dollar se profile à l'horizon. Le dollar en conséquence est orienté à la hausse depuis le printemps 2014. il a grimpé de 78,91 à 91,59 au dollar index. C'est le squeeze parfait! Les gens qui ont des dettes en dollars voient le coût de leur dette monter, alors que leurs recettes domestiques se déprécient avec la chute de leur change. Pour couronner le tout, les matières premières, ressources de ces pays s'effondrent en prix et en volumes vendus.

Le risque pour les capitaux en dehors des USA augmente. Ils fuient les

émergents et les pays périphériques douteux, ils rentrent au bercail de l'émetteur central, les Etats-Unis, ce qui augmente en boule de neige le prix du dollar.

Une chaîne, non plus du bonheur, mais du malheur se met en mouvement ; elle crée un cercle vicieux. La hausse du dollar augmente les risques dans les pays tiers, les capitaux quittent les pays tiers et asphyxient la croissance, c'est le cercle infernal qui succède au cercle que l'on croyait vertueux. Plus il y a de risques et plus les capitaux sortent, plus les capitaux sortent et plus il y a de risques ...

Beaucoup ont prédit la fin du dollar et sa mort internationale. A long terme, ils auront raison. Hélas, avoir une vision juste, mais qui ne se révélera correcte que dans très longtemps, est aussi dangereux que d'avoir des intuitions fausses!

Notre hypothèse de travail est que nous sommes en train de défaire ce qui a été fait entre 2010 et 2014. La surabondance de dollars a produit la lévitation de tous les marchés de papier. On deleverage, on réduit le recours à la dette, partout dans le monde hors de Etats-Unis. Les papiers sont en cours de déflation, à commencer par les plus risqués, les plus fragiles, et ceux qui sont les plus éloignés de leur valeur fondamentale.

La déflation des prix du pétrole papier s'est maintenant transmise au pétrole physique à la fois par le biais des prix et par le biais des volumes. Le prix du pétrole est une variable clef du système, tout comme l'énergie qui est la clef de l'activité économique. Sur cette variable clef, sont adossées de nombreuses valeurs, de nombreux budgets, de nombreux collatéraux et donc une pyramide de promesses.

Nous sommes dans une tentative, dans un soubresaut : le système essaie une nouvelle fois de se purger. Nous sommes sûrs de notre diagnostic. Cependant rien ne dit que cette fois encore on n'essaiera pas de s'y opposer, les moyens pour enrayer la Grande Purge sont encore là.

### **Developpement.**

La Grande Réconciliation qui, peut-être, se profile à l'horizon, ce n'est pas équivalent à la chute du dollar, au contraire. La première phase de la Grande Réconciliation est une phase de désendettement. Les QE et autres largesses

monétaires ont incité au leverage, leur fin oblige à réduire les dettes. Le nouveau visage de la crise, c'est la hausse du dollar. Nous allons essayer d'être schématique, donc réducteur.

Depuis que l'on a découvert les délices de la dérégulation, on a réussi à libérer la création de dettes de la possibilité de les rembourser. Il n'y a plus de limites à la production de dollars et à l'accumulation de dettes ou de promesses.

- **[Le lien entre les dettes et la mondialisation](#)**

La dérégulation est sœur de la globalisation/mondialisation en ce sens que, si on a pu créer des dettes, des dollars, c'est parce que certains les acceptaient, certains acceptent de les détenir sans les remettre sur les marchés ou les renvoyer à leur émetteur. C'est ce que Greenspan appelait à juste titre le « savings glut ». Il y avait des agents économiques dans le monde qui gardaient, envers et contre tout, ce que les producteurs de dettes et de dollars fabriquaient. Ces gens accumulaient ce que l'on appelle des balances-dollars. Comme il y avait une demande pour les actifs financiers américains, ces derniers en ont profité, ce qui est logique. On retrouve l'argument des conseillers de Reagan, qui disaient que, si les USA étaient en déficit, c'est parce que, en symétrie, il y avait une demande d'actifs financiers US. Cette demande équivaut en effet à une baisse des taux d'intérêt et à une baisse du taux de rentabilité exigée des actifs financiers. Le monde est un tout et, si certains achètent des actifs financiers, alors cela veut dire qu'ils encouragent les déficits et les dettes des autres. C'est incontournable. Les Allemands tiennent le même raisonnement lorsqu'ils disent que les actions de la BCE ont pour effet de prolonger et d'inciter aux déficits.

- **[Le système bute sur une limite](#)**

La crise de révulsion du crédit en 2007/2008 constitue un avertissement qui peut s'interpréter comme suit: le système produit trop de dettes, trop de crédit, et une partie de ce crédit ne sera jamais remboursé ou honoré. Le déclencheur a été le secteur des Subprimes du logement, mais cela aurait pu être un autre secteur comme le secteur du Private Equity. Le Subprime a été le maillon faible, mais ce n'était qu'un symptôme du mal plus profond qui était l'excès de crédit dans le système.

- **[Le refus de la Grande Purge](#)**



On n'a pas voulu ou pas pu laisser se produire ce qui se produit lors des excès de dettes et lors des crises de surendettement, et au lieu de laisser faire les faillites, les moratoires et restructurations de dettes, bref les purges, on a choisi la fuite en avant. Au lieu d'accepter la réduction brutale ou négociée du stock de dettes, on a essayé de le consolider par la création monétaire et les taux zéro. La fuite en avant, c'est la création monétaire pour sauver les créanciers, c'est à dire les Banques, le Shadow Banking, et les Marchés, et les Trésors Publics. Car les quatre sont solidaires, depuis la dérégulation. On empaquette les crédits pour les vendre sur les marchés aux institutions, caisses de retraites, assurances, etc. et les Trésors Publics sont serfs du système bancaire pour la couverture de leurs besoins financiers.

Donc, on a choisi de « printer »; « printer », c'est le nom moderne de la planche à billets, c'est à dire le nom pudique que l'on donne au gonflement du bilan de la Banque Centrale. La Banque Centrale achète, monétise des actifs financiers et, pour payer ces achats, elle crée, à partir de rien, de la monnaie.

- **L'argent part à recherche de rendement**

La justification de ce printing est simple, très simple: il permet de créer de la monnaie pour acheter des actifs financiers, soit des mortgages, soit des emprunts d'Etat. Ce faisant, le printing fait chuter les taux de rendement des mortgages et ceux des fonds d'Etat. Donc, plus on printe et plus on achète, et moins ces actifs financiers, dits « sûrs », rapportent. Ceci déclenche chez les investisseurs une pénurie de rendement, ils se font concurrence entre eux pour obtenir le moindre rendement.

- **Donc on accepte de plus en plus de risque**

C'est le « search for yield » généralisé. Le search for yield est devenu équivalent au search for risk; partant de l'idée imbécile que, plus un actif est risqué et plus il rapporte, c'est la théorie financière dominante. Donc les rendements chutent partout et de plus en plus, au fur et à mesure que le bilan des Banques Centrales grossit. Les obligations montent, les actions s'envolent, on cherche le risque, la spéculation. Les « commodities » sont recherchées. Elles sont recherchées pour une idée, elle aussi fautive, qui est qu'elles constituent une protection contre une éventuelle dépréciation du dollar! D'une façon générale et pour simplifier, les capitaux dévalent la pente du profit, vont dans les zones périphériques les plus éloignées du Centre



émetteur de dollars pour s'employer.

Les commodities sont recherchées, mais, c'est là où le bât blesse, elles ne peuvent, à la différence des actions et obligations, monter jusqu'au ciel car elles sont physiques, elles sont utiles. Voilà le drame; il y a une limite à la lévitation des commodities et c'est pour cela que, lors du QE 3, elles ont très peu monté. Tout au plus, elles ont plafonné à des niveaux qui n'avaient pas de rapport avec la vraie demande physique. Par ailleurs, peu à peu, il est apparu que les mesures non-conventionnelles étaient un échec, elles ne provoquaient pas la reprise économique et la croissance espérées.

- **Les banques créent des produits de plus en plus douteux**

A la faveur de la search for yield, les banques ont offert ce qui était demandé, des produits de plus en plus risqués, voire des produits pourris, des Corporate High Yield, des leverages bonds et autres cochonneries souveraines. N'importe qui, Corporate ou Pays Souverain, est venu solliciter le marché international des capitaux et a, bien sûr, emprunté en dollars surabondants, à des taux défiants toute concurrence. Ces émetteurs à risque se sont endettés en dollars, donc ils ont des dettes en dollars, ils doivent des dollars.

En juin 2013, Bernanke évoque la fin du Taper. Cela signifie la fin de la production illimitée de dollars par le système, car les dollars de la Fed sont leveragés, multipliés par les bilans des banques commerciales et banques d'investissement du monde entier. Toute banque qui gonfle son bilan en dollars pour financer, soit des crédits, soit des spéculations, se comporte comme un multiplicateur de dollars. La liquidité mondiale en dollars repose sur ce multiplicateur, pas simplement sur le printing direct de la Fed.

- **La Fed veut fermer le robinet**

Donc, avec le Taper, on s'achemine vers une réduction de la liquidité globale en dollars, vers des liquidations de portefeuilles qui détiennent des actifs à risque, c'est à dire des emprunts Corporate High Yield, des Junks, des emprunts souverains de deuxième qualité et, bien sûr, des matières premières et du pétrole-papier.

Le dollar commence une tendance haussière en mai 2014 et le Dollar Index casse ses plus hauts, il grimpe de plus de 15%. Les emprunteurs en dollars voient leur dette augmenter en valeur, ils cherchent à se couvrir et ils renchérissent sur la hausse du dollar; ce qui a un effet déflationniste sur les

commodities, puisque leurs prix sont exprimés en dollars.

- **On remonte la pente du moindre risque**

La mécanique qui est mise en branle au niveau mondial est terrible, elle est inéluctable et n'épargne rien car, de proche en proche, on remonte l'échelle du risque, des commos aux emprunts pourris, puis aux emprunts Corporate et aux souverains de mauvaise qualité. Et le bilan des banques commence à se détériorer, elles ont des inventaires surévalués, des stocks invendables, etc.; donc elles liquident, fuient le risque et réduisent leurs prêts. Cela se voit clairement en ce moment et pas seulement dans le secteur du Shale.

La mécanique infernale qui se déroule dans le secteur financier ne reste pas prisonnière de cette sphère, elle gagne la sphère réelle. Pour retenir les capitaux les pays faibles doivent défendre leur change, monter leur taux, réglementer, contrôler, ils asphyxient leurs économies, tout dysfonctionne. Le risque chez eux augmente encore plus.

- **C'est la double contagion.**

Le financier embraie sur le physique et le monde réel. La contagion est d'autant plus redoutable que la Chine est en difficulté et donc ralentit, ce qui pèse sur les commodities et l'énergie, tandis que la guerre contre la Russie, l'Iran, le Venezuela, force ces pays à vendre à n'importe quel prix leurs ressources. Si vous ajoutez la volonté des Saoudiens de reprendre le contrôle du marché du pétrole, vous avez une caricature de la situation actuelle.

Et plus cette situation va se développer, plus la fuite devant le risque va prendre de l'ampleur et plus le système va avoir besoin de dollars pour déleverager; car déleverager, c'est réduire son risque, c'est rembourser les dollars que l'on a empruntés.

Donc, la crise actuelle se traduit par l'inverse de ce qui s'est passé les années précédentes, à savoir un besoin, un appétit pour le dollar. Un appétit qui prend des allures de panique. Le dollar se renforce, voilà le fond de la situation. Et plus il se renforce, plus il force au deleveraging, plus il hausse le niveau de risque contenu dans le système. Le phénomène est auto-entretenu, en une sorte de cercle vicieux. Le phénomène est auto-entretenu au sein de la sphère financière et il entretient la dégringolade au sein de la sphère réelle.

- **Les USA ne sont pas à l'abri**

On remarque que la déroute ne reste pas limitée aux émergents et à l'Europe, le marché américain des actions, malgré les afflux de capitaux et la bonne tenue de l'économie américaine fléchissent sinon vacillent.

Pour l'instant, les responsables américains tergiversent. Ils ont annoncé le Taper en 2013, ils l'ont retardé, fait le Taper en 2014, mais ils n'arrêtent pas de répéter que la hausse des taux n'est pas pour demain. Yellen vient de dire qu'elle serait patiente avant de monter les taux. Yellen garde en réserve l'arme des taux. Elle peut multiplier les promesses de taux bas, retarder la régularisation pour aider les débiteurs étrangers. Il n'est pas sûr que ce sera efficace car la dissymétrie du système peut lui jouer de mauvais tours. La hausse du dollar ne gêne pas beaucoup les USA puisqu'ils en sont les émetteurs, mais si il faut maintenir des taux très bas, anormalement bas pour des raisons internationales, alors l'économie domestique américaine risque de s'emballer, d'échapper à tout contrôle. Il y a là conflit potentiel entre les exigences de régulation interne et les besoins externes du système.

De fait, si Yellen montait les taux maintenant, elle accélérerait le deleveraging, amplifierait la fuite devant le risque, ferait galoper le dollar, effondrer les commodities et ceci risquerait de déstabiliser le système bancaire. Par ailleurs, cela ferait chuter les périphériques européens, ce dont les USA ne veulent pas.

### **Note sur la hausse des Treasuries et Bunds:**

Les taux longs continuent leur dégringolade, on franchit des seuils psychologiques.

La préférence pour la monnaie, cash et dépôts (et par extension de Treasuries et Bunds), est la variable centrale du Système. Les crises se caractérisent par une fuite devant le risque donc par une hausse de la préférence pour la monnaie, sous ses formes cash, dépôts, fonds d'Etat. Nous vous invitons à assimiler le fait que les Fonds d'Etat sont une forme de cash. Les fonds d'Etat font partie du compartiment « risk-off » comme le cash.

La manipulation de l'attrait de la détention de monnaie est au cœur du dispositif des Banquiers Centraux. Elle était centrale dans le dispositif de lutte contre les tendances déflationnistes mis en place depuis la crise de 2008/2009.

Les actions des Banques Centrales s'analysent comme des actions qui ont visé à rendre la détention de monnaie bancaire, dépôts et cash, non désirables, bref, à en faire des actifs inférieurs dont on a envie de se débarrasser.

Faire monter les prix des actifs à risque, actions, obligations, mortgage, emprunts High Yield, souverains émergents et souverains périphériques, c'est faire en sorte que leur détention soit plus attrayante que celle du cash ou des dépôts à vue en banque.

Autrement dit, on essaie de « déprécier » la monnaie, cash et dépôts, en regard des autres assets.

Il faut donner aux gens l'impression qu'en gardant le cash, ils perdent quelque chose. Le paramètre central de ce processus, c'est la manipulation du risque perçu; il faut en effet que le risque de conserver son cash soit perçu comme supérieur à celui que l'on court en l'employant.

Attention, les deux risques ne sont pas de même nature. Le risque de celui qui conserve son cash n'est pas du même ordre que le risque de celui qui achète des actifs risqués, mais, psychologiquement, les deux sont perçus comme des risques, car le risque de ne pas participer à la hausse est difficilement supportable par les gens. Ils n'aiment pas le manque à gagner, ils supportent mal l'envie et l'impression frustrante de tout rater.

Si la perception du risque se modifie, comme c'est le cas en ce moment, ce qui est attesté par la volatilité qui enfle, si la perception du risque se fait plus aigüe, alors on vend l'échelle du risque de proche en proche. En commençant par les emprunts distressed, le High Yield, les actions des émergents, les commodities, les producteurs de commodities, les devises commodities et celles des émergents et on est en quelque sort acheteur de cash ou de l'équivalent cash, les fonds d'Etat.

Redonner la priorité au cash, c'est revenir sur le cash le moins risqué du système, les Treasuries US et les Bunds. Surtout depuis les menaces de bail-in et de NIRP. A notre avis, c'est ce qui se passe en ce moment et les achats sur les fonds d'Etat US et les Bunds sont le signe d'une révolusion en cours sur les actifs à risque, c'est à dire d'un regain de préférence pour le cash.

Les choses ne sont pas nettes car on fait tout pour qu'elles ne le soient pas. Ainsi, quand le FOMC a annoncé qu'il se montrerait « patient », il a voulu

ralentir le mouvement d'attrait pour le cash en suggérant qu'il saurait se montrer généreux et patient dans ses arrosages de cash encore longtemps.

Cette tentative d'analyse nous confirme dans l'hypothèse que l'on est bien dans une ébauche de Grande Réconciliation, et que les responsables de la conduite des affaires essaient de s'y opposer.

Le comportement erratique des marchés, l'irrégularité interne de la cote, montre, nous semble-t-il, que l'appétit pour le risque faiblit, il devient insuffisant pour tout soutenir, il se concentre. Un jour il est là, un jour il fait défaut, il n'y a plus de tendance de fond, comme si les carnets d'ordres étaient creux, sans profondeur.

## [L'Irlande a été forcée d'accepter son plan de sauvetage](#)

**SHTF**

[Mac Slavo](#)  
[ShtfPlan](#)

Publié le 17 janvier 2015

La nature autoritaire et peu démocratique de l'Union européenne a de nouveau montré son véritable visage à cette occasion..

Rappelons que l'ancien [directeur de la Banque centrale européenne, Jean Claude Trichet](#) – qui a quitté son poste en 2011 et est membre du Comité directeur du Groupe Bilderberg et de la branche européenne de la Commission trilatérale – a refusé de se présenter à son audition après la publication de documents selon lesquels il aurait forcé l'Irlande à accepter son plan de sauvetage.

Jean Claude Trichet, n'a pas répondu aux appels lui demandant de se présenter devant la commission bancaire suite à la publication de lettres selon lesquelles la BCE aurait forcé l'Irlande à accepter un plan de sauvetage écrasant.

Les quatre lettres, publiées quatre ans après les faits, révèlent que la BCE aurait menacé d'annuler les financements d'urgence accordés aux banques irlandaises si le pays n'acceptait pas son plan de sauvetage de 64 milliards d'euros.

[...]

« Menacer d'annuler la liquidité des banques irlandaises revenait à forcer le pays à quitter l'euro.

Le gouvernement n'a eu d'autre choix que d'accepter le plan de sauvetage. Cette menace est en violation avec les obligations de la BCE d'agir dans les intérêts de tous les citoyens utilisateurs de l'euro, à l'inclusion des citoyens irlandais.

[...]

Il y a quatre ans, Mr Trichet a menacé le gouvernement et le peuple irlandais en leur posant un pistolet sur la tempe ».

Selon Mr Ross, l'Irlande serait le « pays le plus faible » à avoir été « choisi par les puissantes banques ».

« Il ne s'agit de rien de plus que d'un exemple d'intimidation d'un gouvernement élu par une banque centrale ».

La BCE a obtenu bien d'autres pouvoirs depuis l'apocalypse financière de 2008, et a demandé [davantage de fonds d'urgence](#) aux Etats membres de l'Union européenne afin de faire face aux défauts éventuels du Portugal, de l'Irlande, de l'Italie, de la Grèce et de l'Espagne.

Bien que de nombreux officiels aient demandé à Mr Trichet de se présenter à son audience, le membre de l'élite bancaire a semble-t-il décidé de refuser de participer ne serait-ce qu'à une audience dans le cadre des événements tectoniques du désastre économique européen.

M. Trichet juge ne devoir répondre à aucune nation européenne individuelle, et uniquement au Parlement européen – une institution décidément peu démocratique.

Mr Trichet a annoncé à Bloomberg qu'il n'avait pas l'intention de se présenter devant un Parlement national.

Il a refusé d'apporter ses commentaires au sujet de la publication de ces lettres, et a décrété ne devoir répondre qu'au Parlement européen, et non à des Parlements nationaux.

Jean Claude Trichet est un ancien membre de la direction de la très puissante (et très discrète) [Banque des règlements internationaux](#), qui selon certains



serait la banque de toutes les banques ainsi que de nombreuses corporations, dont l'European Aeronautic Defense and Space Company (EADS), aujourd'hui connue sous le nom d'[Airbus](#), dont il est aujourd'hui membre de direction.

Son remplaçant à la BCE est [Mario Draghi](#), aussi membre du Groupe [Bilderberg](#).

## Quelques nouvelles du Franc Suisse et de Gazprom



[H. Seize](#)  
[Hashtable](#)

Publié le 16 janvier 2015

Quand bien même des attentats ont secoué la France, quand bien même des centaines de milliers de personnes se sont découvert des fibres de résistants pour la Liberté d'Expressions, l'économie n'attend pas. Le turbo-capitalisme est cruel et le marché ne s'autorise aucun répit : alors même que tout l'exécutif français occupe au maximum la scène politique, deux nouvelles économiques sont en train de changer discrètement la donne.

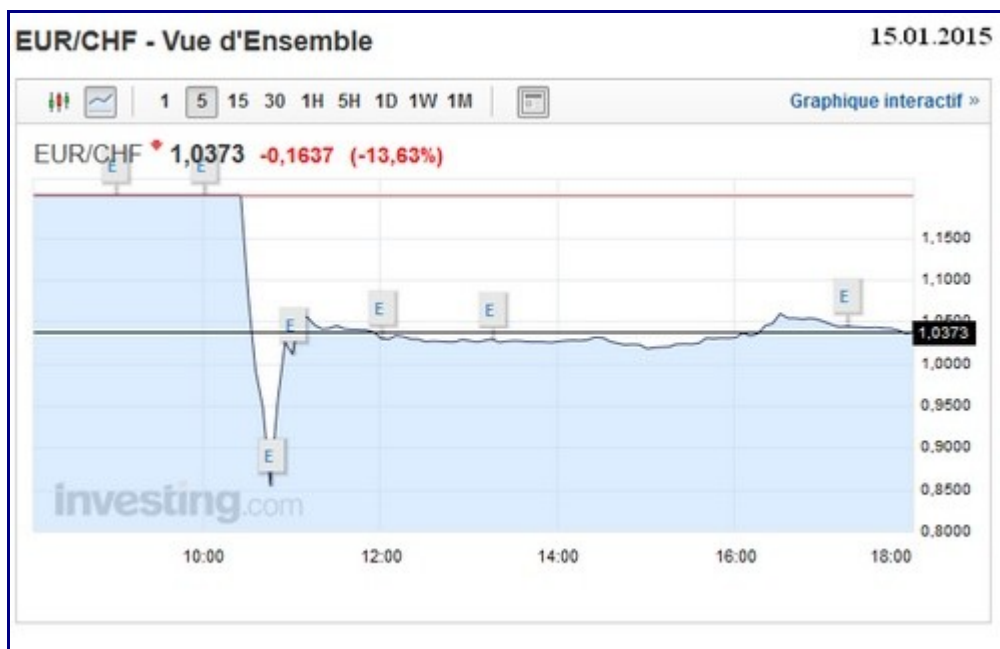
La première a fait quelques entrefilets dans la presse grand public : la Suisse en profite pour lâcher l'euro en douce. Enfin, en douce, façon de parler.

Depuis plusieurs mois, le Franc Suisse était soigneusement conservé à un niveau de parité à peu près fixe face à l'Euro, tournant autour du taux de 1,2 CHF pour 1 EUR. Et pour parvenir à conserver cette valeur, la Banque Nationale Suisse se démenait en achetant, à tour de bras, les Euros nécessaires pour éviter que le Franc Suisse ne s'apprécie trop ou trop vite. Au demeurant, cela tombait très bien puisque justement, des euros, il y en avait à revendre un peu partout. Dernièrement, avec les tensions qui s'accumulent encore du côté de la Grèce, et les attermoissements de plus en plus sonores de l'Allemagne devant les difficultés des uns et des autres, France en tête, à parvenir à équilibrer leurs finances [au contraire de leur petit camarade teuton](#), les investisseurs institutionnels se sont essentiellement délestés de leurs euros pour acheter du dollar et du franc suisse.

Cet engouement marqué pour les monnaies suisses et américaines a provoqué, côté suisse, des tensions importantes : pour éviter de recourir aux procédés américains, bien trop détendus de la presse à billets pour espérer conserver longtemps une monnaie saine, la BNS (Banque Nationale Suisse) a

fini par décider de lâcher « le peg » avec l'euro, c'est-à-dire le taux arbitraire qu'elle avait choisi pour la conversion d'un franc suisse dans la monnaie européenne.

La réaction des marchés n'a pas tardé, et a été plutôt brutale. À l'annonce, l'euro a véritablement dévissé sur les marchés en face du franc suisse pour s'établir très vite en dessous de la parité (on est tombé pas loin de 0.86 euro par franc suisse) pour remonter dans l'heure autour de la parité autour de laquelle il semble maintenant tourner. Au passage, cette volatilité permettra de rappeler à un peu d'humilité les comiques qui prétendent que les Banques Centrales sont indispensables pour éviter les fluctuations trop rapides des monnaies...



Pour certains, la décision de la BNS s'explique comme une action préventive avant l'éventuel lancement du programme de la BCE de rachats de dettes souveraines le 22 janvier, qui tendrait à diluer encore un peu plus la valeur de l'euro. Pour d'autres, la décision montre surtout une précipitation malsaine, et l'absence d'avertissements destinés aux marchés aura provoqué la belle panique observée à la bourse de Zurich qui perd d'un coup plus de 8%.

Du côté de la presse, très occupée à compter le nombre d'élèves dissidents ou celui des enquêtes ouvertes pour tweets idiots et particulièrement intéressée à pister Hollande dans ses moindres déclarations hésitantes, les conséquences semblent limitées et entendues : d'un côté, les exportations suisses viennent de prendre entre 20 et 30% d'augmentation dans la figure, ce qui met un

terme à l'avantage concurrentiel artificiel que les commerçants helvétiques pouvaient avoir. De l'autre, beaucoup se sont empressés de noter que les frontaliers, payés en francs suisses mais habitant dans la zone euro, venaient de voir leur salaire grossir d'un coup de 20%, ce qui ressemble à une bonne nouvelle. Leurs constatations s'arrêtent là.

Un petit souci surnage cependant : le renchérissement des exportations suisses risque de plonger, au moins temporairement, le pays dans une passe économique difficile. Contrairement à l'analyse rapide que peuvent faire certains, les malheurs des uns ne font pas souvent le bonheur des autres et, alors qu'une partie de l'Europe s'enfonce dans le marasme, compter un pays de plus en difficulté, même en périphérie, n'est pas du tout une bonne nouvelle.

Le renchérissement du franc suisse aura aussi un effet mécanique sur les achats de dette souveraine européenne et notamment française que la BNS opérait régulièrement et qui n'auront plus lieu ou pas avec le même volume. On peut raisonnablement s'attendre à une petite tension au moment des prochaines émissions d'OAT (encore qu'en la matière, tout ce qui se passe derrière le rideau, orchestré par une BCE illisible, ne permet pas d'être affirmatif).

Enfin, un autre souci, pas du tout évoqué mais bien plus douloureux celui-là, fait jour. Actuellement, ce sont les Polonais qui y goûtent en premier : l'annonce de la BNS a quelque peu créé la panique chez eux où 700 000 ménages détiennent en effet des crédits immobiliers en devise helvétique. Le zloty a d'ailleurs décroché de près de 20% face au franc suisse, et la bourse de Varsovie encaissait une chute de 2% à la mi-journée.

Or, plus près de nous, ce sont des centaines de prêts pour des volumes de trésorerie importants qui ont été souscrits en carry-trade. Je veux bien sûr ici parler des emprunts dits toxiques dont les remboursements, toujours aussi rocailleux, ont mis dans l'embarras plus d'une collectivité territoriale française. Il y a fort à parier que, le franc suisse remontant autant, les remboursements contractés grossissent de façon plus que douloureuse. Certaines communes ou départements, particulièrement endettés, vont expérimenter un nouveau seuil de douleur dans les prochains mois si la parité actuelle est conservée. Ayons une pensée émue pour Stéphane Gatignon et ses coreligionnaires qui vont ressortir du bois, les yeux pleins de larmes, pour

réclamer une intervention musclée de l'État et des contribuables (salauds de riches).



Loin derrière les clowneries présidentielles couplées au tsunami émotionnel et sécuritaire, pendant que la BNS occupe quelques places de l'actualité économique, une autre nouvelle, bien plus discrète, semble n'agiter personne : on apprend [de façon fortuite](#) que la Russie a décidé de couper la distribution de gaz passant par l'Ukraine à destination de plusieurs pays européens. Et pour le moment, **la Bulgarie, la Grèce, la Macédoine, la Roumanie, la Croatie, ainsi que la Turquie ont tous rapporté un arrêt des livraisons de gaz russe en transit par l'Ukraine.** Si quelques pays pourront probablement réduire leurs livraisons internes pour faire durer leurs stocks, la Bulgarie a d'ores et déjà expliqué n'avoir que deux ou trois jours d'avance et se retrouvait donc au milieu d'une belle crise énergétique.



Difficile de ne pas lier cette décision russe aux récents mouvements sur les prix du pétrole dont le niveau, très bas, met clairement en difficulté les pays dont la rentabilité des puits n'est possible qu'au delà de 80 ou 90\$ le baril (100\$ pour la Russie) et qui se retrouvent actuellement en délicatesses financières, les budgets prévisionnels étant maintenant tous caducs. Difficile

aussi de ne pas voir dans ces manœuvres gazières un levier russe sur la position européenne dans la crise ukrainienne, alors que le premier ministre russe Medvedev a déjà averti mercredi passé que la Russie envisageait de demander le remboursement complet d'un prêt de 3 milliards de dollars, consenti à l'Ukraine lorsque Yanukovych était encore en poste... Ce qui accélérerait la faillite d'un pays déjà exsangue.



De tout ceci, rien ou quasiment dans les médias français, et encore moins dans les têtes de nos dirigeants qui préfèrent largement continuer à surfer sur l'hystérie sécuritaire maintenant complètement hors de contrôle dans le pays. Alors que la situation internationale vient brutalement de modifier la donne économique et géo-politique, l'exécutif français, dans un autisme presque chimiquement pur, a décidé de pousser doucement une brassée de lois orwelliennes sans que personne ne trouve à y redire, et de se foutre complètement du peuple et de son avenir.

Forcément, ça va bien se passer.

## **MONEY MAKER EDGE FACEBOOK**

### **Etats-Unis : L'activité manufacturière a plus ralenti que prévu en décembre**

jeudi 18 décembre 2014 à 16h03

(Forex.tradingsat.com) - Selon les derniers chiffres publiés jeudi par la Fed de Philadelphie, l'indice d'activité manufacturière régional "Philly Fed" est ressorti en baisse de 16.3 points à +24.5 en décembre. Une baisse plus importante que celle anticipée par les économistes qui attendaient en moyenne un indice à 26.0.

Pour rappel, l'indice "Philly Fed" avait retrouvé le mois dernier son plus haut

niveau depuis mars 2011 en ressortant à +40.8.

Pour rappel, un indice inférieur à zéro montre une contraction de l'activité tandis qu'un résultat supérieur à zéro indique une croissance.

Retrouvez l'ensemble des statistiques économiques de la semaine en consultant notre [calendrier économique](#).

Attention ! Soyez alertés par notifications push 2 minutes avant la publication d'une statistique économique.

## [Parler d'argent aux enfants](#)



<http://argent.canoe.ca/videos/video-parler-dargent-aux-enfants>

Dites-leurs que cela est imprimé de toute pièce et d'aucune valeur réel. Que l'endettement n'est pas éternel et qu'un jour il faut payer.

Vous direz dans le futur : Dans mon temps, le système financier à utilisé la pire fraude de l'histoire humaine en convaincant une grande partie de la population pendant 70 ans que cela était réel et que cela à causé la plus grande dépression de l'histoire humaine.

Pourquoi sommes-nous pauvres papa ? Parce que papa avait plein de dettes sur la maison, le bateau, le chalet, la moto et il a continuer de croire au gouvernement, aux médias et aux banques malgré toutes les preuves qu'il avait devant lui et il a préféré se mettre la tête dans le sable et pas le savoir. Va te coucher fiston, c'est l'heure de mon émission télé favorite. Oh Merde ! On a plus de télé....



## Chute des prix du pétrole : Schlumberger supprime 9.000 emplois

AFP le 15/01/2015 à 23:38



Schlumberger a pris cette décision principalement pour répondre au déclin des prix des matières premières ( AFP/Archives / Roslan Rahman )

Le groupe de services pétroliers franco-américain Schlumberger va supprimer 9.000 emplois, soit 7,5% de ses effectifs, dans le monde pour répondre à la chute des prix du pétrole.

Ce plan social va se traduire par une charge de 296 millions de dollars dans ses comptes, selon un communiqué de l'entreprise publié jeudi.

"Schlumberger a pris cette décision principalement pour répondre au déclin des prix des matières premières", justifie-t-il tout en ajoutant que ces licenciements lui permettront de s'adapter à la baisse de l'activité attendue cette année.

Le prix vu baril de pétrole s'est échangé jeudi à 46,25 dollars à New York. Il a perdu plus de 50% depuis juin.

Cet effondrement des prix de l'or noir contraint les groupes pétroliers à restreindre leurs programmes d'exploration avec un impact direct sur l'activité de leurs sous-traitants comme Schlumberger.

Les majors pétrolières demandent notamment aux groupes de services pétroliers de baisser leurs tarifs, au risque d'entamer leur rentabilité.

En décembre, le groupe américain Halliburton, concurrent de Schlumberger, avait aussi procédé à de premières suppressions d'emplois, soit environ un millier de personnes hors d'Amérique.

Schlumberger employait jusqu'à présent 120.000 personnes à travers le globe. Il n'a pas indiqué quelles régions seront le plus affectées par ce plan social.

Dans le même temps, le groupe fondé par les frères Conrad et Michel Schlumberger en '26, a annoncé qu'il allait gâter ses actionnaires en augmentant de 25% son dividende.

Schlumberger a enregistré un recul moins prononcé que redouté de son bénéfice net en 2014 (-19,2% à 5,43 milliards de dollars).

Il se paie même le luxe de dégager un profit de 302 millions de dollars sur le quatrième trimestre, pourtant marqué par l'accélération de la chute des prix du pétrole. Même si ce bénéfice a été divisé par plus de cinq en un an, il est meilleur que ce qu'anticipaient en moyenne les marchés.

Son chiffre d'affaires annuel a crû de 7,3% sur un an à 48,58 milliards de dollars et de 6,1% à 12,64 milliards sur le quatrième trimestre.



Copyright © 2014 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

## [Grexit : le piège tendu par Angela Merkel aux électeurs grecs – Deux banques grecques se préparent à puiser dans le fonds d'urgence](#)

16 janvier 2015



Angela Merkel veut-elle vraiment la sortie de la Grèce de la zone euro ? (Crédits : reuters.com)

**A noter : [Deux banques grecques se préparent à puiser dans le fonds d'urgence](#) :**

**« Eurobank et Alpha ont demandé à la banque centrale de pouvoir**

**recourir au fonds d'urgence. Des retraits massifs fragilisent les deux établissements, mais également leur exposition au franc suisse. »**

**A lire aussi : [Grexit : l'échec de la stratégie de Wolfgang Schäuble](#) , avec toutes ces affaires d'attentats on a loupé pas mal de news économiques : Une sortie de la Grèce de la Zone Euro est beaucoup plus probable ou possible que ce que l'on pense . Car je ne vois pas l'Allemagne plier sur l'Austérité (et le QE) d'un claquement de doigts (elle bluff beaucoup) ... D'abord ils vont tenter de gagner du temps (les Allemands) . Z .**

**En agitant le chiffon rouge de la sortie de la Grèce de la zone euro, l'Allemagne cherche surtout à l'éviter en pesant sur le choix des électeurs helléniques.**

La menace allemande de ne rien faire pour empêcher le « Grexit », la sortie de la Grèce de la zone euro, publiée ce lundi par une indiscretion de l'hebdomadaire Der Spiegel, a déjà fait couler beaucoup d'encre. Le démenti peu convaincant du gouvernement fédéral qui a suivi laisse les Européens dans le flou quant aux réelles motivations de Berlin. Une chose est sûre : les indiscretions du Spiegel ne sortent jamais au hasard.

### **Feindre de laisser choisir l'électeur grec**

Pour comprendre les motivations de Berlin, il faut réfléchir en termes tactiques. Angela Merkel feint la retraite, mais en réalité, elle entre désormais de plain-pied dans la campagne électorale grecque tout en ayant l'air d'en sortir. En affirmant qu'elle est prête à laisser sortir la Grèce de l'euro en cas de victoire de la Coalition de la gauche radicale (Syriza) d'Alexis Tsipras, Berlin feint de laisser le choix au peuple grec. L'Allemagne prendra acte du résultat des élections et en tirera les conséquences. Mais c'est bien là que le bât blesse. Syriza ne veut pas sortir de la zone euro, mais renégocier les conditions imposées par le mémorandum et la troïka.

### **Dramatisation à outrance de l'élection grecque**

Berlin refuse donc d'emblée toute discussion avec Syriza : si Alexis Tsipras l'emporte, alors la Grèce sera exclue de la zone euro, il n'y aura aucune négociation avec le nouveau pouvoir grec. Bref, l'Allemagne pose les termes du choix de l'électeur grec en ces termes : ou l'actuel premier ministre Antonis Samaras et l'euro ou Alexis Tsipras et le chaos. C'est évidemment

biaiser la campagne électorale hellénique et chercher à peser considérablement sur le choix des Grecs. Comme lors du scrutin de juin 2012, l'Allemagne dramatise volontairement à outrance l'issue de l'élection pour imposer son choix.

### **Eviter le Grexit en l'agitant**

Au final, la manœuvre allemande a pour but d'éviter à tout prix le « Grexit. » Dans son « Morning Briefing » de ce lundi 5 janvier, le directeur de la rédaction du quotidien allemand des affaires Handelsblatt, très proche de la chancellerie, affirme ainsi que la « fonction de ces menaces est précisément d'éviter leur réalisation concrète. » L'Allemagne espère que les Grecs, craignant que l'Allemagne ne les rejette de la zone euro et ne les entraîne dans le chaos, feront le choix du camp du premier ministre sortant. Antonis Samaras peut donc remercier une nouvelle fois son « amie » Angela Merkel pour le coup de pouce.

### **Une menace sérieuse ?**

En fait, la menace allemande ne semble pas réellement sérieuse. L'argument développé par Der Spiegel sur l'absence de contagion de la Grèce vers les autres pays de la zone euro est en effet discutable. Certes, la nouvelle crise grecque à la fin décembre n'a pas eu pour effet de peser sur les taux des autres pays de la zone euro. Certes, il existe désormais des « pare-feu » disposant d'une certaine force de frappe, notamment le MES et ses 500 milliards d'euros. Certes, la BCE pourrait contraindre le pays à quitter la zone en coupant l'aide d'urgence au secteur bancaire. Mais il convient de ne pas oublier l'essentiel : l'existence d'un précédent pèsera en effet fort lourd dans l'avenir.

### **L'existence d'un précédent**

Quelles que soient les conséquences de cette sortie pour la Grèce, preuve aura été faite que l'adhésion à l'euro n'est pas le « processus irréversible » que l'on présente aujourd'hui. C'est donc ouvrir la boîte de Pandore. Si le Grexit est catastrophique, il sera toujours possible de présenter la catastrophe comme une conséquence du cas hellénique, très particulier. Les partis défavorables à l'euro pourront, un peu partout, promettre de faire mieux et

s'appuyer sur ce précédent pour affirmer qu'un retour aux monnaies nationales n'est pas un rêve irréalisable. Et si le Grexit se passe mieux que prévu, alors ce sera encore mieux pour les Eurosceptiques. Berlin sortirait très affaibli de cette aventure : ses partenaires pourront mettre dans la balance une sortie de la zone euro pour faire céder son intransigeance. En réalité, ce précédent changerait toute la donne dans la zone euro. Or, rappelons-le, l'Allemagne peut certes supporter la sortie de la Grèce de la zone euro, mais pas celle de la France et encore moins de l'Italie, car aussitôt, la monnaie allemande s'apprécierait considérablement, ce qui pèserait sur les exportations qui restent – le coup de « mou » conjoncturel du pays au troisième trimestre l'a prouvé – le vrai moteur de l'économie allemande.

### **La facture pour le contribuable allemand**

Un Grexit serait aussi une défaite politique pour Angela Merkel qui, depuis 2010, a fait de la survie de l'euro le point d'orgue de sa politique européenne. Si la Grèce est exclue de l'union monétaire, Athènes n'aura d'autres choix que de proclamer un défaut unilatéral sur sa dette extérieure. Après tout, rien de plus logique : l'exclusion de la zone euro n'étant pas la volonté du gouvernement grec et n'étant pas prévu dans les traités, la réponse ne peut être qu'une telle mesure. Du reste, ce serait l'occasion de profiter réellement de l'excédent primaire (hors service de la dette) dont se vante tant Antonis Samaras, mais qui n'est d'aucune utilité à l'économie grecque aujourd'hui puisqu'il est englouti par les intérêts. En faisant défaut sur sa dette, le gouvernement grec récupérerait des moyens d'agir pour son économie.

Mais alors, le contribuable allemand devrait passer à la caisse. Car la dette grecque est très largement détenue aujourd'hui par les européens : MES, Etats membres de la zone euro, banque publique allemande KfW et BCE. Un défaut grec conduirait à une facture qui, au pire, pourrait s'élever à 260 milliards d'euros. L'Allemagne serait le premier contributeur à cette facture. Ce serait alors pain béni pour les Eurosceptiques allemands qui ne manqueraient pas alors de retrouver leur unité autour de la dénonciation de la politique européenne d'Angela Merkel et de la CDU...

### **L'Allemagne ne peut imposer le Grexit**

Enfin, l'Allemagne se donne ici plus de pouvoirs qu'elle n'en a réellement.

L'euro est officiellement irréversible, il n'est juridiquement pas prévu de pouvoir sortir de la zone euro. Le traité de Lisbonne prévoit une possibilité de sortir de l'UE, mais à la demande du pays concerné seulement. Et encore, une sortie de l'UE ne signifie pas une sortie de la zone euro. De facto, le Monténégro et le Kosovo utilisent l'euro sans être membre ni de l'UE ni de la zone euro. Même en cas de faillite de la Grèce, de défaut sur sa dette, il n'y a là rien qui contraigne le pays à quitter la zone euro. Du reste, a-t-on oublié déjà que la Grèce a, par deux fois, en 2011 et 2012, fait défaut sur sa dette en restant dans la zone euro ?

### **Que fera la BCE ?**

Bref, Syriza pourrait fort bien rejeter le mémorandum, imposer des négociations et, si elles sont refusées, restructurer sa dette, sans quitter la zone euro. L'Allemagne n'y pourrait rien faire. La seule puissance qui, en réalité, pourrait contraindre la Grèce à quitter la zone euro est la BCE. Si Mario Draghi coupe l'aide à la liquidité d'urgence du secteur bancaire grec, le pays pourrait se retrouver en pénurie d'euros et, pour fonctionner, devrait émettre sa propre monnaie. Mais la BCE osera-t-elle créer un précédent ? Certes, elle a menacé de le faire à l'Irlande en 2010 et à Chypre en 2013, mais elle savait que ses menaces suffiraient. Avec Syriza au pouvoir à Athènes, sera-ce la même musique ? Pour Mario Draghi, confronté au risque d'une déflation dans la zone euro, « exclure » la Grèce de la zone euro serait jouer avec le feu. Les banques des autres pays périphériques pourraient alors relever leurs taux et se montrer prudentes. Enfin, la menace déjà citée du précédent est très dissuasif pour une BCE qui n'existe que par l'euro et ne peut donc prendre le risque d'un affaiblissement de l'euro. D'une certaine façon, ce serait la fin du « whatever it takes » (quoi qu'il en coûte) prononcé en juillet 2012 par Mario Draghi pour sauver l'euro. Enfin, on voit mal l'Italien, actuellement en conflit larvé avec la Bundesbank sur la question de l'assouplissement quantitatif, céder à des demandes allemandes sur ce point.

La menace allemande de Grexit est donc purement politique. Il s'agit d'impressionner l'électeur grec, de lui faire peur, comme en juin 2012 pour qu'il vote « correctement. » De plus en plus, dans la zone euro, la démocratie semble ainsi « dirigée » grâce à l'usage de la crainte. Reste à savoir si les Hellènes tomberont dans le piège grossier que leur tend Angela Merkel.



# Europe plunged into energy crisis as Russia cuts off gas supply via Ukraine

By [Robert Lea](#) 17 janvier 2014 [dailymail.co.uk/](#)

Gas prices rise in London

- Bulgaria reaches 'crisis' point

Russia cut gas exports to Europe by 60 per cent today, plunging the continent into an energy crisis 'within hours' as a dispute with Ukraine escalated.

This morning, gas companies in Ukraine said that Russia had completely cut off their supply.

Six countries reported a complete shut-off of Russian gas shipped via Ukraine today, in a sharp escalation of a struggle over energy that threatens Europe as winter sets in.

Bulgaria, Greece, Macedonia, Romania, Croatia and Turkey all reported a halt in gas shipments from Russia through Ukraine.

Croatia said it was temporarily reducing supplies to industrial customers while Bulgaria said it had enough gas for only 'for a few days' and was in a 'crisis situation'.



Russian Prime Minister Vladimir Putin, left, speaks to Gazprom chairman

Alexei Miller during a meeting yesterday

The European Union in Brussels called the sudden cut-off to some of its member countries 'completely unacceptable'.

The EU demanded the two sides reopen talks as the row immediately sparked fears of gas supply shortages and rising energy prices in the UK.

The UK is suffering one of its coldest nights this century with temperatures plunging to as low as -10C.

Though Britain is one of Gazprom's largest importers - relying on the company for some 16 per cent of consumption in 2007, according to The Times, the gas is supplied through a complicated swap scheme that means supplies themselves may not be affected.

Prices, on the other hand, rose during trading in London today.



Dmitry Medvedev and Vladimir Putin on the slopes last week. Putin ordered Gazprom to cut supplies to and through Ukraine by around three-fifths

The dispute, coupled with Israel's military operation in Gaza, also pushed oil up to a three-week high of \$49.91 in New York yesterday.

Russia, whose main export is oil, stands to benefit from a recovery in prices.

'Without prior warning and in clear contradiction with the reassurances given by the highest Russian and Ukrainian authorities to the European Union, gas supplies to some EU member states have been substantially cut,' the EU said in a statement.

'The Czech EU Presidency and the European Commission demand that gas supplies be restored immediately to the EU and that the two parties resume negotiations at once with a view to a definitive settlement of their bilateral commercial dispute,' the presidency and the Commission said in a joint statement.

They added that the EU would 'intensify the dialogue with both parties so that they can reach an agreement swiftly'.

Overnight the Russian Prime Minister Vladimir Putin ordered the state energy giant Gazprom to cut supplies to and through Ukraine by around three-fifths amid accusations its neighbour has been siphoning off and stealing Russian gas.

Ukraine says the Russian move has been prompted by payment and price disputes, a row between the two that has become almost annual.

The effects of the dispute on the rest of Europe however is stark, said Ukraine's main gas supplier.

Around 80 per cent of the gas European Union countries receive from Russia comes through Ukraine.

While Germany and France are much more exposed, it is reckoned in some estimates that 15 per cent of Britain's supplies come from Russia through pipelines into the UK's east coast.

'They [the Russians] have reduced deliveries to 92million cubic metres per 24 hours compared to the promised 221million cubic metres without explanation,' said Valentin Zemlyansky of the Ukrainian gas company Naftogaz.

'We do not understand how we will deliver gas to Europe. This means that in a few hours problems with supplies to Europe will begin.'

Wholesale gas prices have already risen on the back of the rallying price of oil, up 50 per cent in the last fortnight to more than \$48 a barrel on the back

of Middle East tension over Israeli incursions into Palestinian-held Gaza.

The dispute stokes fears Britain is overreliant on imported gas. North Sea stocks are dwindling, though initiatives are in place to build the Langeled pipeline from Norway, improve underground long-term storage facilities and receive liquefied natural gas by ship from Africa and Asia.

Eastern and central European countries are already reporting supply problems, including the Czech Republic which has the current presidency of the EU. The EU as a whole depends on Russia for 25 per cent of its gas supplies.

Read more: <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1106382/Europe-plunged-energy-crisis-Russia-cuts-gas-supply-Ukraine.html#ixzz3P5rnzAtq>

Follow us: [@MailOnline on Twitter](#) | [DailyMail on Facebook](#)

## **Fermeture de tous les magasins Sony du Canada**

Le 15 janvier 2015 à 14h24 | Agence QMI

**Un autre gros nom du commerce de détail a annoncé la fin de ses activités au Canada jeudi. Sony a confirmé que ses 14 magasins canadiens fermeront ses portes d'ici six à huit semaines.**

La nouvelle est tombée sous la forme d'un mémo aux employés. Dans une entrevue accordée à Global News, un travailleur a affirmé que la vague de fermeture s'étendra à toute l'Amérique du Nord.

Les activités de Sony seront redirigées vers les ventes en ligne et les consommateurs pourront continuer de se procurer les produits chez les détaillants qui vendent les produits de la marque.

On ignore combien de personnes seront touchées par la disparition des magasins Sony au Canada.

Il s'agit d'un autre dur coup économique après l'annonce de la fin de l'aventure de la chaîne Target au Canada, qui entraînera la fermeture de 133 magasins au pays et la perte de 17 600 emplois.

## **Krach de la Bourse suisse : clôture à -8,67% après un passage à -13% en séance**

Boursorama le 15/01/2015 à 18:39

**Le [Swiss Market Index \(SMI\)](#), principal indice de la Bourse suisse, a enregistré jeudi 15 janvier l'une des plus fortes chutes de son histoire en une seule séance. En cause : l'annonce inattendue de la Banque Nationale Suisse (BNS) de supprimer son plancher de parité à 1.20 CHF pour 1 EUR.**

La Bourse suisse n'est pas habituée à être la source d'inquiétudes des marchés. Surtout, l'[indice SMI](#) n'est pas habitué à perdre jusqu'à 13,6% de sa valeur en cours de séance. Jeudi 15 janvier, après une extrême volatilité des échanges, l'indice suisse a finalement clôturé en baisse de 8,67%.

### **Brutale revalorisation du franc suisse**

La Banque Nationale Suisse (BNS) a surpris tout le monde jeudi matin en annonçant de manière inattendue la fin d'une mesure appliquée depuis 3 ans, fixant une parité minimale de 1.20 franc suisse (CHF) pour 1 euro. Cette décision avait été prise fin 2011 pour éviter au franc suisse, considéré comme une monnaie-refuge en temps de crise, de devenir trop valorisé face à la monnaie européenne qui suscitait une certaine défiance en pleine crise de l'euro-zone.

La suppression de cette mesure survient alors que l'euro se dévalue de manière significative depuis plusieurs mois face aux autres monnaies, en particulier face au dollar. Or, les fondamentaux de la monnaie suisse poussent plutôt à une revalorisation de la monnaie face au dollar. La parité bloquée avec l'euro devenait ainsi difficilement tenable, d'où son abandon jeudi 15 janvier.

Conséquence immédiate : la parité entre le franc suisse et l'euro s'est brutalement réajustée en quelques minutes, après avoir été retenue artificiellement pendant 3 ans. Le franc suisse s'appréciait ainsi de plus de 15% face à l'euro en cours de séance, avec une volatilité record, la parité se stabilisant finalement vers [1.03 à 1.04 CHF pour 1 EUR](#) au cours de l'après-midi.

### **Chute de la Bourse**

Du côté des actions, le mouvement était inverse. Le franc suisse trop fort pourrait pénaliser lourdement les résultats des entreprises du pays, souvent très mondialisées et donc dépendantes de la vitalité de leurs exportations. Or, celles-ci pâtiraient d'un franc suisse trop fort.

Alimenté par l'effet de panique et la spéculation, l'[indice SMI](#) de la Bourse suisse plongeait de manière quasi-ininterrompue en matinée, atteignant -13,6% à 12h30 après de précédents planchers déjà inquiétants à -6% vers 10h50 et -8% vers 12h. Avant l'annonce, l'indice suisse était encore en hausse paisible de 0,85%.

Après 12h30, l'indice se reprenait légèrement après avoir atteint son point bas, clôturant finalement la séance en baisse de 8,67%.

### **Flash krach sur les indices européens**

Du côté des autres marchés européens, les indices nationaux ont connu un « flash krach » à 10h50 précisément, juste au moment où l'annonce de la BNS survenait. Le CAC40, en hausse en matinée, passait à -2% en quelques minutes, les investisseurs paniquant soudainement vis-à-vis de l'impact potentiel de la nouvelle.

Pour autant, seulement quelques minutes plus tard, dès 11h15, les achats à bon compte faisaient revenir l'indice parisien dans le vert. Dans la suite de l'après-midi, le CAC40 semblait clairement remis du choc et accentuait même fortement sa hausse, jusqu'à clôturer à +2,37% à 17h35.

[Lafarge](#), exposée à sa fusion avec le suisse Holcim, est passée momentanément par une baisse de 6% en séance avant de se reprendre fortement par la suite.

### **« C'est une sorte de tsunami »**

Interrogé par Boursorama sur l'événement, Xavier de Villepion, vendeur d'actions chez HPC, remarquait : « la brutalité de l'annonce a pris tout le monde de revers ». « C'est une sorte de tsunami ». Surtout, « l'attitude de prévention a été inexistante », soulignait-il au sujet de la décision de la Banque Nationale Suisse, alors que la BCE et la Fed sont a contrario extrêmement prudentes dans leurs annonces avant de prendre des décisions d'une telle ampleur pour les marchés.

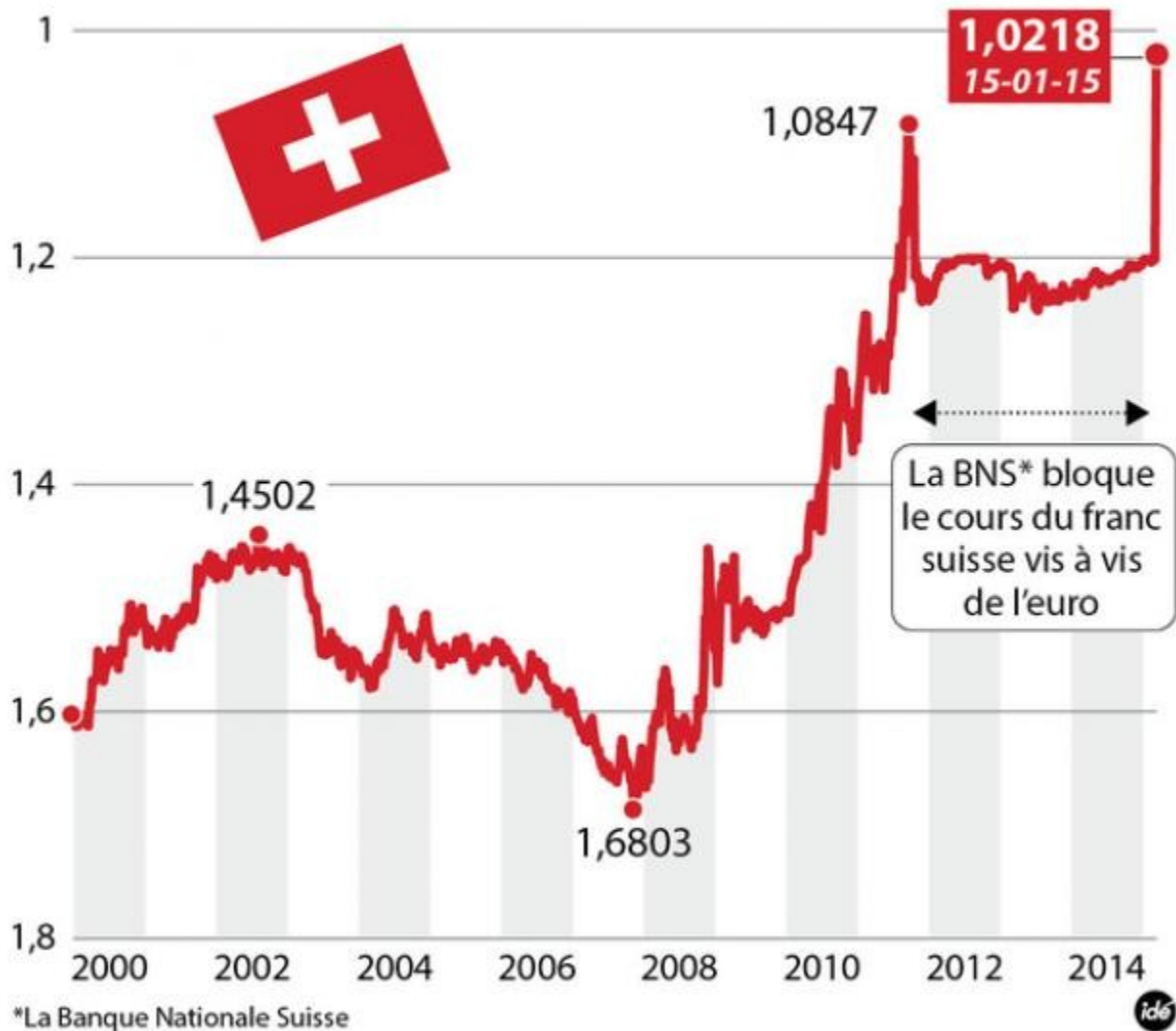
Xavier de Villepion ajoutait que le sursaut de la monnaie suisse face aux autres devises serait très pénalisant pour le secteur du luxe suisse ainsi que pour des entreprises comme Nestlé ou Roche, grandes exportatrices, dont le chiffre d'affaire sera lourdement pénalisé par un franc suisse ayant pris 15% face à l'euro.



Xavier Bargue

## L'envolée du franc suisse

Euro en francs suisses (échelle inversée)

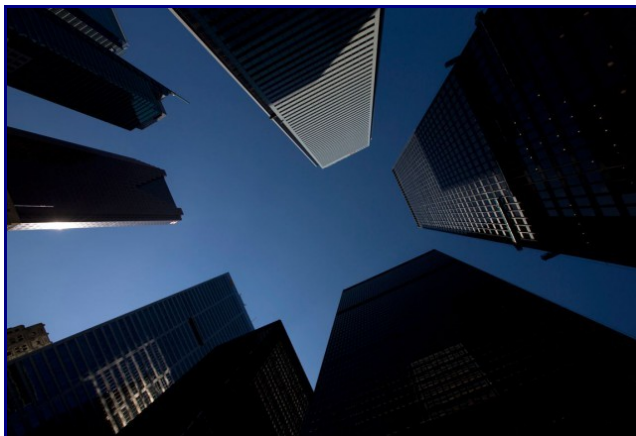


Le franc suisse a bondi brutalement face à l'euro jeudi 15 janvier en séance.

**Publié le 14 janvier 2015 à 17h57 | Mis à jour le 14 janvier 2015 à 17h57**

# Les banques se préparent à une période de faiblesse du cours du pétrole

Alexandra Posadzki La Presse Canadienne Toronto



Les banques canadiennes effectuent un sérieux examen de leurs prêts au secteur énergétique et aux consommateurs alors qu'elles se préparent à l'éventualité que la faiblesse du cours du pétrole se prolonge pendant un bon moment.

Le chef de la direction de la Banque Royale ([T.R.Y](#)) a indiqué que son institution commencerait à soumettre son portefeuille de 9,6 milliards \$ de prêts au secteur de l'énergie à certains tests pour voir comment il pourrait performer si le prix du pétrole restait aux environs des 45 \$ US le baril pendant une période soutenue.

Dave McKay a précisé que la plus grande banque commerciale du Canada avait déjà étudié la façon dont son portefeuille se comporterait si les prix se maintenaient aux environs des 60 \$ US le baril, et que les résultats l'avaient satisfaite.

Mais, compte tenu de la faiblesse soutenue du cours du pétrole, la banque a l'intention d'effectuer à nouveau son examen avec un baril à 45 \$ US, a indiqué mercredi M. McKay lors d'une conférence des chefs de la direction des banques canadiennes.

Le chef de la direction de la Banque de Montréal ([T.BMO](#)) , Bill Downe, a pour sa part indiqué que son institution avait mis à l'épreuve son portefeuille de prêts de 5,9 milliards \$ liés au secteur du pétrole et du gaz naturel - qui représente environ 2% des prêts totaux de la banque - pour voir comment

celui-ci réagirait dans un scénario où le prix du brut diminuait jusqu'à 35 \$ US le baril.

«Nous avons étudié le portefeuille dans un scénario allant jusqu'à 35 \$ US le baril cette année, puis de 50 \$ US l'an prochain, ce qui, je crois, est conforme au scénario baissier le plus difficile que nous pouvons observer pour les 50 dernières années», a expliqué M. Downe.

Même dans une telle situation, M. Downe assure que les pertes de la banque seraient «très très gérables - en fait, elles seraient assez faibles par rapport à la taille d'ensemble des comptes de la banque».

Les plus grands prêteurs du Canada surveillent aussi les portefeuilles de leurs prêts aux consommateurs dans l'Ouest canadien, incluant ceux des cartes de crédit et des hypothèques, qui pourraient être à risque si la chute du prix du pétrole devait entraîner d'importantes mises à pied.

Le cours du brut a diminué de moitié depuis six mois et se situait ces derniers jours à son plus faible niveau depuis le printemps 2009.

Suncor, une des plus grandes entreprises énergétiques du pays, a annoncé mardi qu'elle supprimerait 1000 emplois - essentiellement des travailleurs contractuels - et qu'elle réduirait son budget de dépenses en immobilisations d'un milliard \$ en raison du plongeon des prix du pétrole. La semaine dernière, Shell Canada avait aussi annoncé une réduction de la taille de son effectif à son projet de sables bitumineux Albian Sands.

Selon M. Downe, environ 20% des prêts aux consommateurs de la Banque de Montréal ont été effectués dans l'Ouest. Le patron s'attend à ce que le nombre de clients incapables de rembourser leurs soldes de cartes de crédit ou leurs dettes hypothécaires progresse, même si ce changement ne sera pas observé avant au moins un trimestre.

Les pertes sur mauvaises créances pourraient en outre s'étendre au-delà de l'Alberta, a prévenu le chef de la direction de la Banque CIBC ([T.CM](#)), Victor Dodig.

«La question est maintenant de savoir dans quelle mesure cela sera contenu localement et quelle proportion fera des vagues ailleurs au pays?» a noté M. Dodig.

Les patrons des banques s'inquiètent aussi de la possibilité que les prix de

l'énergie n'entraînent un ralentissement de l'économie canadienne qui nuira aux perspectives de croissance, particulièrement au chapitre des activités de prêts personnels.

«La plus grosse histoire, s'il devait y avoir une histoire, sera de voir ce qui arrivera à la croissance dans l'éventualité où une période soutenue de faiblesse de prix du pétrole reculerait en-dessous du niveau où nous nous trouvons», a fait valoir Bharat Masrani, le chef de la direction de la Banque TD ([T.TD](#)) .

Même si les banques s'attendaient déjà à ce que les emprunts au Canada connaissent un ralentissement, M. Downe affirme que l'impact sera plus important que prévu en 2015 et en 2016.

Cependant, M. McKay croit que la Banque Royale pourrait aussi tirer profit de la faiblesse du prix du pétrole. Il s'attend entre autres à ce que les activités de prêts commerciaux en Ontario - la province la plus peuplée du pays - connaissent une hausse de leurs revenus grâce au recul du dollar canadien, qui devrait favoriser les exportations vers les États-Unis et favoriser la croissance dans cette partie du pays.

## [Comment d'une décision de la BNS est né le chaos sur les marchés financiers](#)

Marjorie Encelot [LesEchos.fr](#) 15/01/15 à 12:19 - [Investir.fr](#)



Comment d'une décision de la BNS né le chaos sur les marchés financiers | Crédits photo : Storm Crypt / Creative Commons

On parle déjà d'un « cygne noir » partout en salle de marché. La [Banque nationale suisse](#), l'un des plus gros acheteurs d'euros au monde, a décidé à la

surprise générale d'abandonner le cours plancher du franc suisse de 1,2 pour un euro, ainsi qu'une baisse de 50 points de base à -0,75% de son taux de dépôt et l'abaissement de sa fourchette cible pour le taux Libor à trois mois, ramenée entre -1,25% et -0,25%.

Les réactions furent violentes sur les différentes places du monde, mais la plus parlante est sans conteste la chute de 30% de la devise unique par rapport au franc suisse. *« Des hedge funds déjà en délicatesse se retrouvent en très grandes difficultés, contraints de payer des appels de marge gigantesques ! »*, explique un trader d'un fonds alternatif qui n'avait pas de positions acheteuses (« long ») de l'euro face au franc suisse. *« C'est le grand retour de l'aversion au risque. Ca va secouer, attachez vos ceintures. »*

### **La BNS est « gavée d'euros »**

Bernard Prats-Desclaux, ancien gérant de fonds à Genève, nous énumère plusieurs des conséquences nées de cette décision :

- La BNS est *« gavée d'euros depuis qu'elle a installé le PEG EUR/CHF (plancher à 1,20). Avec le QE qui se prépare de la Banque centrale européenne, la BNS a craqué et ne veut plus acheter un euro qui se déprécie. C'est l'une des lectures possibles »*.

- Pour lui, *« les marchés actions réagissent simplement. Face à l'inconnu, on sort les positions et on coupe les positions acheteuses. Les carnets d'ordres se retrouvent vides et les algorithmes déclenchent un flash krach comme lors de la séance du 6 mai 2010. »*

- *« Beaucoup de positions étaient acheteuses sur l'EURCHF avec des forts leviers car les mouvements sont faibles sur cette devise depuis l'instauration du PEG. Avec le plancher qui saute, ils subissent de très lourdes pertes, ne peuvent plus assurer leurs appels de marge et doivent couper toutes leurs positions en catastrophe. Une fois qu'ils ont sauté, le marché peut reprendre son cours normal. »*

L'indice [SMI](#) de la Bourse de Zurich dégringole de 9%. Le Cac 40 lâche, aux alentours de 12h15, environ 0,8%, sous 4.200 points, après avoir flirté avec le seuil de 4.100 points (un écart de près de 200 points séparent le point haut du jour du point bas !).

## « On vend des actions et on achète du franc suisse »

Un autre trader londonien qui prend le temps de nous répondre ironise sur ce chaos, tellement « *le marché part dans tous les sens à chaque instant* » : « *2 secondes, je couvre le book.* » Et lui aussi met en avant « *le pricing d'un QE souverain en zone euro. La BCE n'a pas l'air de vouloir tenir sa position long euros, ce qui veut dire qu'il est désormais très probable que la BCE annonce un QE. Ils savent sûrement des choses que l'on ne sait pas, parce que l'on ne retire pas un PEG si activement défendu comme ça du jour au lendemain.* » Sans compter que l'issue des élections législatives en Grèce dans dix jours est « *très très très incertaine.* »

Selon lui, c'est le phénomène de « fly to quality », c'est-à-dire une ruée vers les valeurs refuge, qui explique la chute des marchés actions : « *On vend des actions et on achète du franc suisse.* » Et pour le cas spécifique des actions suisses, ce sont les valeurs exportatrices qui font le plus les frais de cette décision.

## La folle journée suisse

Marc Fienrotino Morning Zapping 16/01/2015 monfinancier.com/

Hier la Banque Centrale Suisse a décidé brutalement d'arrêter, après trois ans, de limiter la hausse du franc suisse contre l'euro à 1.20. Cela a provoqué une panique inimaginable et a et aura des conséquences majeures sur les marchés financiers dans les mois qui viennent. C'est tout simplement incroyable et phénoménal.

### LA RÉÉVALUATION DU FRANC SUISSE

Quelle journée ! Je suis content d'avoir vécu ça et de pouvoir dire dans quelques années j'y étais. Pour les non initiés, ce qui s'est passé hier rappelle les grandes heures du système monétaire Européen avec des dévaluations et réévaluations. Hier c'est donc la Suisse qui a réévalué sa monnaie de 20%. 20! Ce matin tout le monde parle de séisme, de tsunami, de tremblement de terre sur les marchés et ce n'est pas exagéré. Les conséquences sont assez spectaculaires, on l'a vu notamment avec la chute de la Bourse suisse. Et l'onde de choc n'a pas fini de se propager.

### UN DEUXIÈME BLACK SWAN



En moins d'un an, c'est le deuxième black Swan après l'effondrement du pétrole, un cygne noir, un événement que personne n'avait prévu alors que l'on est encore en pleine période de prévisions pour l'année 2015. Il faut bien se rendre compte que les paris sur le fait que la banque nationale suisse continuerait à limiter la hausse du franc suisse se comptent en centaines de milliards d'euros et l'on va apprendre dans les jours qui viennent que de nombreux fonds ou investisseurs institutionnels ont perdu des fortunes.

### LA GUERRE DES TAUX

Et la Banque Nationale Suisse a baissé ses taux. On parlait de guerre de changes. Il va falloir parler aussi de guerre de taux. Les pays développés sont entrés dans une course aux taux négatifs pour éviter la déflation. Le Japon, l'Allemagne, la Suisse et ce n'est pas terminé. La Suisse a voulu agir avant la Banque Centrale Européenne jeudi prochain. Tout ça est tout simplement incroyable. Nous sommes en train d'écrire les pages d'une nouvelle histoire économique et nous entrons dans des territoires totalement inconnus, sans aucun repère historique.

### CE SOIR C'EST VOTRE ARGENT EXCEPTIONNEL

On rejoue la semaine, vous conseille sur les marchés avec les meilleurs experts de la place. Le patron du jour est Dominique Marcel de la Compagnie des Alpes. Et le thème de la semaine: la retraite ! Avec Abdeddaïm Benaouda, the Brain de BFM Business, Igor de Maack, de DNCA Finance, Alain Pitous, Laure Closier de BFM Business, Dominique de Noronha, d'Investissement Conseils, Virginie Fancellu, de Maximis Retraite, Hugues Magron, du secteur Assurance et Protection Sociale chez Deloitte. Ce soir à 19h10 et 23h, demain à 10h et dimanche à 7h.

### INCROYABLE ALLEMAGNE

Il a suffi d'un affaiblissement de la croissance allemande il y a deux mois pour que tous les jaloux se précipitent en disant: "regardez, même l'Allemagne souffre". Ils vont devoir déchanter. La croissance allemande a été de 1.5% en 2014, le meilleur taux depuis trois ans, et le gouvernement va revoir à la hausse sa prévision de croissance pour 2015.



## BRAVO MACRON

Selon les Échos, le délai de détention pour bénéficiaire de la déduction ISF PME serait ramené de 5 à 3 ans pour les particuliers qui investissent en direct. Il est bien ce petit gars.

## CONNAISSEZ-VOUS "SHANGHAI CHAOS"?

Il va falloir vous habituer aux hedge funds chinois nous dit le FT. Ils sont beaucoup beaucoup plus agressifs que les hedge funds américains.

Shanghai Chaos est un de ces fonds. Ils ont réussi mercredi en faire chuter le cuivre à son niveau le plus bas depuis trois ans. Et ils cherchent d'autres cibles...

## REVOIR NOS CHOIX DIPLOMATIQUES

Lemaire propose que l'on se pose la question de nos liens avec les pays qui soutiennent le terrorisme comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, le Qatar ou le Yémen. Il serait temps en effet.

## UNE DÉCISION POLITIQUE

Le gouvernement devrait finalement maintenir le taux du livret A à 1% pour éviter la grogne des petits épargnants qui sont également des électeurs.

## LE BIDE DU JOUR

Google annonce l'arrêt des ventes des Google glass. Ils veulent "repenser" le modèle. Ils devraient peut-être confier la conception du produit à leur département Intelligence Artificielle.

## LE GÉANT

Blackrock, la société de gestion américaine, a annoncé hier qu'elle a battu son record de collecte avec 181 milliards l'année dernière. 87 milliards juste pour le dernier trimestre. Un total sous gestion de ... 4650 milliards de dollars. Deux fois la dette de la France. Qui dit mieux?

VOILÀ C'EST TOUT

BONNE JOURNÉE

MAY THE FORCE BE WITH YOU

